

# Statement

Secretary of  
State for  
External Affairs



# Déclaration

Secrétaire  
d'État aux  
Affaires  
extérieures

90/19

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

## DISCOURS DE CLÔTURE

DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,

LE TRÈS HONORABLE JOE CLARK,

À LA

31<sup>e</sup> RÉUNION ANNUELLE DE LA

BANQUE INTER-AMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT

MONTREAL (QUÉBEC)

Le 4 avril 1990

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

La 31<sup>e</sup> Réunion annuelle de la Banque interaméricaine de développement et la 5<sup>e</sup> Réunion annuelle de la Société inter-américaine d'investissement ont toutes deux été productives. Nous entretenons tous l'espoir que ces réunions à Montréal marqueraient pour les Amériques le début d'une décennie nouvelle de progrès et de pragmatisme. Cet espoir n'a pas été déçu.

La Banque a entrepris des réformes susceptibles d'en faire un instrument de développement efficace et respecté. Si elle poursuit dans la voie des réformes, la Banque pourra élargir son leadership dans l'hémisphère. Elle pourra ainsi devenir la seule institution qui possède à la fois l'autorité d'exprimer notre commune résolution et les moyens d'amener de véritables changements.

En tant que Président, j'entends participer activement à cette évolution de la BID et je sais pouvoir compter sur la coopération de mes collègues gouverneurs.

Notre réunion aura été pour certains pays une occasion unique de présenter un rapport sur l'avancement de leurs programmes de réformes économiques. Je sais que la Banque et les autres institutions intéressées ont trouvé cet exercice utile, et en profiteront pour travailler étroitement avec ces pays dans la tâche qui les attend. Ces rapports sont essentiels au dialogue qui se poursuit sur le processus d'ajustement structurel. Nous attendons de la Banque qu'elle adapte ses programmes de prêts de manière à pouvoir appuyer les ajustements économiques auxquels procèdent ces pays.

Monsieur le Président, il se dégage des déclarations que nous avons eu le privilège d'entendre ces trois derniers jours un consensus clair sur ce que doivent être nos priorités pour la prochaine année. Dans une très large mesure, ce consensus a été renforcé par les interventions des organisations non gouvernementales, du secteur privé et des citoyens ordinaires de nos pays ayant participé activement aux séminaires qui ont précédé nos délibérations.

L'assurance nous a été donnée à plusieurs reprises - et cela est heureux - que les importants développements en Europe de l'Est ne détourneront pas les pays donateurs de leurs priorités et de leurs engagements à l'égard de cet hémisphère.

Il existe une quasi-unanimité quant à l'importance du pragmatisme qui doit guider nos efforts au moment où nous relevons le double défi du développement et de la réduction de la dette.

Et nous reconnaissons tous que les objectifs du développement et de la démocratie ne peuvent être bien servis que s'ils vont de pair, mais que pour réussir ce jumelage, nous devons être à la fois réceptifs et innovateurs.

Les normes sociales de la Banque sont claires. Nous acceptons tous les obligations primordiales que nous avons à l'égard des plus démunis, et nous attendons de la Banque qu'elle fasse en sorte qu'au moins 50 % des prêts qu'elle consent profitent aux citoyens de notre hémisphère qui en ont le plus besoin.

Nous nous entendons également pour dire qu'il faut améliorer la situation des femmes dans les pays en développement. Nous sommes en cela motivés non par un engagement abstrait à l'égard de l'égalité, mais par la simple reconnaissance du fait que la femme joue un rôle critique dans le développement durable.

Il est clairement reconnu aussi que la dimension environnementale doit influencer de plus en plus sur les décisions de la Banque, de même que l'on constate une détermination générale, Monsieur le Président, à appuyer votre engagement personnel à l'égard du développement durable.

Monsieur le Président, vous avez amorcé au cours de l'année écoulée une réforme fondamentale de la Banque. Nous vous en sommes très reconnaissants. Une gestion efficace de la Banque est en effet garante du succès des stratégies dont nous avons discuté.

Nous vous incitons à poursuivre vos efforts pour améliorer, simplifier et renforcer les réformes administratives internes que vous avez entreprises ou dont vous avez souligné la nécessité.

La Banque est une institution publique, et son fonctionnement fait donc l'objet d'une constante observation, de la part tant du public que des institutions financières. Les pratiques et politiques de la Banque doivent générer les indicateurs financiers escomptés par ces institutions, dont la collaboration et la confiance nous sont nécessaires.

Nous devons reconnaître que la BID ne peut être efficace en agissant seule. Les problèmes que nous rencontrons ne sont ni ceux de la Banque, ni ceux de l'un ou l'autre de ses membres. Ces problèmes sont notre responsabilité collective et doivent être réglés dans l'esprit du multilatéralisme. Un certain nombre de pays membres ont exprimé le désir de participer davantage aux activités de la Banque. Il faut les y encourager.

Le Comité du Conseil des gouverneurs a toujours eu un rôle limité. Nous avons vu, à cette réunion, qu'un certain nombre de questions diverses intéressent tous les pays membres. Un élargissement du rôle du Comité valoriserait l'aspect multilatéral de la Banque et donnerait de nouvelles possibilités de discussions franches sur des questions auxquelles nous attachons tous une grande importance.

Mais nous devons aussi agir à l'intérieur des pays que nous représentons si nous voulons générer les ressources nécessaires pour trouver des solutions globales à nos problèmes. Monsieur le Président, je vous incite, ainsi que le Directeur général de la Société interaméricaine d'investissement, à poursuivre votre recherche de capitaux privés en parallèle avec le financement de projets particuliers dans le secteur de la production. Nous devons continuer à rechercher des façons innovatrices et créatives de financer les études de pré-investissement si nous voulons augmenter le nombre des projets soumis à la Banque.

J'aimerais profiter de l'occasion pour remercier les membres du personnel de la BID pour leurs remarquables contributions pendant la semaine. Leur travail à Montréal nous a permis d'apprécier grandement leur talent et leur dynamisme.

L'Équipe spéciale canadienne a elle aussi travaillé sans relâche à la planification du programme de la semaine. En votre nom, je remercie tous ses membres pour la qualité de l'accueil qu'ils nous ont réservé.

Monsieur le Président, nous sommes confrontés à de multiples défis, et le temps nous presse. Nous devons dès maintenant prendre ensemble des mesures pour concrétiser les orientations de politique que nous avons examinées dans ces trois jours. Je peux vous assurer de l'appui constant du Conseil des gouverneurs pendant l'année qui vient, et je compte bien collaborer avec vous pour que nous puissions faire état d'une constante progression lors de notre prochaine réunion à Nagoya, au Japon.